

Les avantages de l'appartenance à l'Union européenne ne se mesurent pas à l'aune du solde opérationnel net

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Les soldes budgétaires opérationnels (SBO) nationaux ne prennent pas en considération tous les avantages économiques et non monétaires que les États membres tirent de leur appartenance à l'Union européenne. Dans de nombreux domaines d'action au caractère transfrontière où une masse critique est nécessaire, une action commune au niveau de l'Union peut donner de meilleurs résultats que des initiatives nationales fragmentées.

Plusieurs études révèlent que le marché unique a fait progresser l'emploi et la croissance. L'effet de l'approfondissement de ce marché unique depuis 1990 a été chiffré à 3,6 millions de nouveaux emplois. En outre, le PIB de l'Union serait inférieur de 8,7 % sans l'intégration de ce dernier. Le marché unique rapporte 840 EUR par an au citoyen moyen de l'Union. Il augmente les revenus de tous les citoyens de l'Union, mais ses effets sont plus prononcés en valeur absolue pour les habitants d'Europe occidentale. Pour ce qui est du PIB, les gains et les pertes sont davantage comparables.

Au-delà des gains directs en matière de PIB, de revenus et d'emplois, l'Union procure toute une série d'avantages moins quantifiables mais sans doute plus importants encore. Le marché unique, tout comme l'Union d'ailleurs, ne s'intéresse pas seulement au commerce. Il met aussi en place des réglementations qui protègent les travailleurs, les consommateurs et l'environnement. C'est ainsi que les taux de polluants atmosphériques ont chuté considérablement depuis 1990, en partie grâce aux réglementations de l'Union qui limitent leurs émissions.

Les États membres ont accès à des systèmes de partage d'informations qui les aident à gérer les questions transfrontières, notamment en matière d'alertes liées aux produits alimentaires, de risques pour la santé et de poursuites pénales. Le pouvoir de marché de l'Union permet aux États membres de négocier des accords commerciaux qui favorisent la création d'emplois et la croissance, mais aussi promouvoir les valeurs européennes des droits de l'homme et de la protection de l'environnement. Dans le passé, le cadre de l'Union a contribué à promouvoir la stabilité politique, les liens internationaux et les valeurs démocratiques et libérales.

Les avantages de l'appartenance à l'Union sont ignorés lors des négociations budgétaires européennes

Le présent briefing fait le point sur les avantages monétaires et non monétaires que les États membres tirent de leur appartenance à l'Union. **Les politiques de l'Union génèrent des avantages politiques et économiques importants au niveau national**, même si ces avantages n'apparaissent pas toujours dans les dotations budgétaires de l'Union. En particulier, ces avantages ne sont généralement pas pris en compte dans le calcul des soldes budgétaires opérationnels (SBO), et sont donc absents des pourparlers budgétaires au niveau de l'Union. La caractéristique primordiale de ces avantages est qu'ils découlent de l'appartenance à l'Union et qu'ils n'auraient pas pu être générés ailleurs (à savoir au niveau national). Leurs caractéristiques uniques – notamment leur nature transfrontière, la nécessité d'une masse critique et les externalités de réseau – font qu'ils ne peuvent être engrangés que par une action menée au niveau de l'Union¹.

Le présent briefing fait partie d'une série de quatre briefings visant à mettre en lumière les limites du solde budgétaire opérationnel (SBO) en tant qu'indicateur, qui ont pour conséquence l'inadéquation des négociations politiques du budget de l'Union. Ces briefings d'accompagnement indiquent clairement, entre autres, que les SBO sont une valeur de référence trompeuse, même pour estimer les avantages budgétaires d'un État membre. Dans le présent briefing, nous nous concentrons sur les avantages non budgétaires de l'appartenance à l'Union qui sont complètement ignorés dans le cadre d'un calcul restrictif du SBO.

Avantages économiques de l'appartenance à l'Union

Les économies des États membres tirent avantage de leur appartenance à l'Union. Cet avantage découle principalement du marché unique et de l'intégration économique, qui accroît la concurrence, l'efficacité et les volumes d'échanges au sein de l'Union. De même, l'Union permet aux pays de jouir d'une position relative plus favorable en matière de commerce international. Les États membres accèdent actuellement aux marchés mondiaux grâce aux accords commerciaux négociés au niveau de l'Union. Ces facteurs ont des effets positifs sur l'emploi, la croissance et la diffusion des connaissances, effets que le calcul des soldes budgétaires opérationnels néglige en tous points.

Le marché unique et l'intégration économique

Le marché unique est une zone sans frontières au sein de laquelle les marchandises, les capitaux, les personnes et les services circulent librement. Il permet aussi, et c'est important, la libre circulation et l'échange des données, des connaissances et des informations. Le marché unique vise à stimuler la concurrence et les échanges commerciaux, à accroître l'efficacité et à renforcer la réglementation, à améliorer la qualité, à diminuer les prix et les obstacles techniques et à harmoniser les règles nationales. **Tous ces aspects génèrent des avantages économiques manifestes, mais les règles du marché unique favorisent également la protection des consommateurs et de l'environnement, l'emploi et l'adoption de normes sanitaires et de travail**, comme nous le montrerons plus avant dans le présent briefing.

Il est important de noter que le marché unique ne ressemble à aucun autre accord de libre-échange (ALE). Ces accords sont souvent centrés sur une sélection de secteurs et de personnes, tandis que le marché unique est, par nature, non discriminatoire et s'applique à tous les citoyens et à tous les secteurs. Contrairement aux ALE, le respect des règles du marché unique (par ex. politiques en matière de concurrence et d'aides d'États, reconnaissance mutuelle) est assuré par des organes supranationaux, notamment la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), le droit de l'Union primant les législations nationales.



56 million d'emplois dépendent du commerce intra UE

Commerce de biens intra communautaire : 1910 milliards en 2002 et 3527 milliards en 2018

3.6 millions de nouveaux emplois créés grâce à l'approfondissement du marché intérieur entre 1990 et 2015

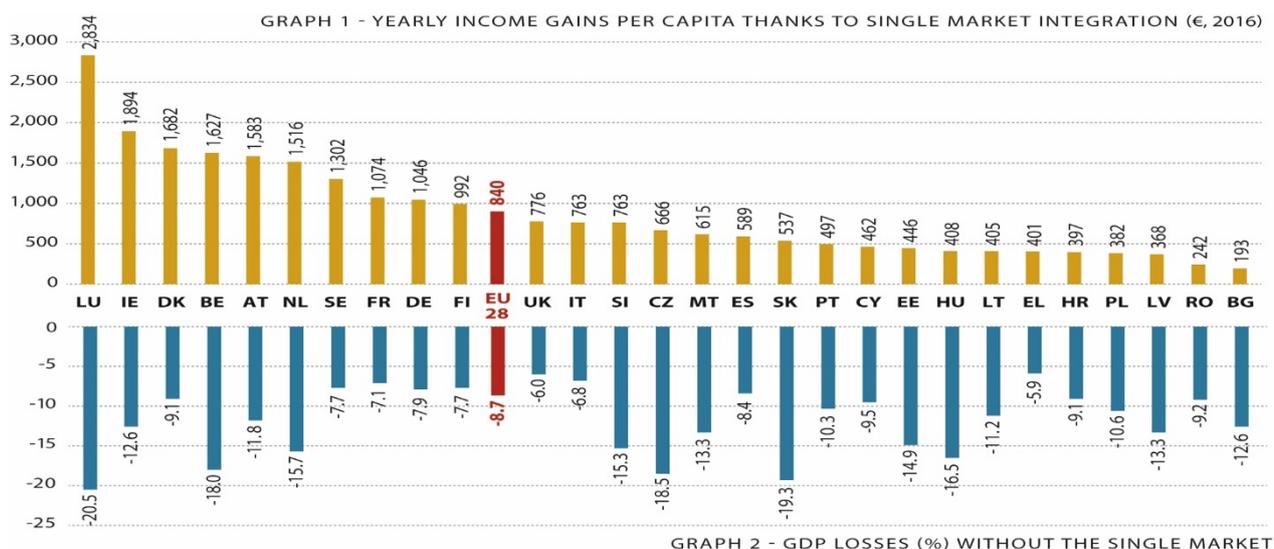
Sources (respectivement): Højbjerg Brauer Schultz (2018), «[25 years of the European Single Market: Study funded by the Danish Business Authority](#)» [25 ans de marché unique européen: Étude financée par l'autorité danoise chargée des entreprises], Copenhague; Eurostat, «[Commerce intra et extra-UE par État membre et par groupe de produit CTCL](#)» (version en anglais consultée le 13 janvier 2020); Chambre de commerce américaine auprès de l'Union européenne (2017), «[Le marché unique de l'Union européenne: ses effets sur les États membres](#)», Bruxelles.

En réduisant les obstacles au commerce, en favorisant la concurrence et en diminuant les prix, **le marché unique contribue à faire augmenter les flux commerciaux, le PIB et l'emploi**. En 1988, le rapport Cecchini – une contribution très influente dans la perspective de l'achèvement du marché unique en 1993 – avait estimé à 200 milliards d'unités monétaires européennes les avantages économiques du marché unique². S'il est difficile d'estimer avec précision les effets sur la croissance directement liés au marché unique, il est clair que l'augmentation considérable des échanges intracommunautaires, ainsi que la croissance et la création d'emplois qui l'accompagnent, sont en partie le fait de l'intégration économique de l'Union. Par exemple, des études empiriques récentes indiquent que **les échanges de biens et de services ont augmenté respectivement de 109 % et de 58 % grâce au marché unique**.³ **Le PIB de l'Union serait inférieur de 8,7 % sans l'intégration du marché unique** (voir l'illustration 1).

Tous les pays tirent avantage de l'intégration du marché unique. Le diagramme 1 de la figure 1 indique le gain annuel de prospérité pour les citoyens (en valeurs de 2016)⁴. Il est clair qu'en chiffres absolus, les citoyens d'Europe occidentale bénéficient d'un gain de prospérité plus important que ceux des pays méridionaux et orientaux. À l'inverse, le diagramme 2 présente les effets relatifs de l'intégration du marché unique et indique à quel point le PIB serait réduit si les tarifs et les obstacles non tarifaires éliminés par le marché unique devaient être rétablis⁵. La représentation géographique est plus nuancée, puisque les pays enregistrant les pertes les plus importantes sont le Luxembourg, la Slovaquie, la République tchèque, la Belgique, la Hongrie et les Pays-Bas.

Figure 1. Avantages économiques du marché unique

GRAPH 1 : gain annuel de prospérité du à l'intégration du marché unique
GRAPH 2 : Réduction du PIB (%) du à l'absence de marché unique



Sources (respectivement): Mion, G., et Ponattu, D., «[Estimating economic benefits of the Single Market for European countries and regions](#)» [Estimation des avantages économiques du marché unique pour les pays et les régions européens], Bertelsmann Stiftung, 2019; in 't Veld, J. (2019), «[Quantifying the Economic Effects of the Single Market in a Structural Macromodel](#)» [Quantification des effets économiques du marché unique dans un modèle macroéconomique structurel], Bruxelles: Commission européenne, 2019.

L'intérêt du marché unique pour le commerce international, extérieur à l'Union

L'existence du marché unique est d'une importance capitale pour la négociation d'accords commerciaux avec des pays tiers. On peut affirmer que **les États membres seuls ne seraient pas parvenus à conclure des accords commerciaux aussi fructueux que dans le cadre de la politique commerciale de l'Union**. Premièrement, les pays tiers souhaitent avoir accès à l'un des plus grands marchés d'exportation du monde. Deuxièmement, l'Union possède la masse critique nécessaire pour mener des négociations commerciales en position de force, masse qui ferait défaut aux États membres individuels. Ce pouvoir de négociation permet à l'Union de fixer des normes élevées avec ses partenaires commerciaux dans des domaines stratégiques non économiques, tels que la protection des droits de l'homme et de l'environnement (un point qui sera abordé plus en détail). **L'Union a à ce jour conclu 42 accords commerciaux avec 73 pays tiers**⁶.

Les accords commerciaux sont d'une importance vitale pour l'économie européenne. **Les pays avec lesquels l'Union a conclu des accords préférentiels représentent la part la plus importante des exportations et des importations de marchandises de l'Union** (33 % et 29 % respectivement en 2018)⁷. Les accords commerciaux devraient avoir une incidence favorable à long terme sur l'emploi et la croissance dans l'Union. La possibilité d'exporter plus facilement vers des marchés plus importants entraîne une hausse de la demande pour les biens et services des entreprises exportatrices de l'Union et d'autres entreprises faisant partie de leur chaîne d'approvisionnement sur le marché unique, ce qui crée davantage de possibilités d'emploi dans l'Union. On estime qu'en **2017, 36 millions d'emplois étaient soutenus par les exportations de l'Union hors Europe.**⁸

Le marché unique permet à l'Union d'attirer des investissements directs étrangers importants. Les sociétés étrangères exerçant des activités dans l'Union produisent des incidences positives, telles que la création d'emplois, les transferts technologiques ou l'apport de compétences et d'expertise nouvelles. De même, les accords commerciaux permettent aux entreprises de l'Union d'accéder à des marchés supplémentaires pour investir et lancer des activités hors de l'Union.

Avantages non monétaires de l'appartenance à l'Union

Les calculs des soldes budgétaires opérationnels (SBO) ne tiennent pas compte des avantages impossibles à quantifier, qui ne peuvent s'apprécier que d'un point de vue qualitatif. Ces avantages restent néanmoins de la plus haute importance pour les citoyens et les pays de l'Union. Il s'agit aussi bien d'**avantages ressentis au quotidien** (par ex. libre circulation des citoyens pour le choix de leur pays de résidence, sécurité des aliments) que de **principes généraux** (par ex. démocratie, paix, sécurité). **Ces politiques génèrent des avantages politiques et économiques importants**, mais ne reçoivent qu'une part relativement faible des dépenses de l'Union. Les indicateurs fondés sur des paiements budgétaires, comme les soldes budgétaires opérationnels, sont donc intrinsèquement incapables de rendre compte de ces avantages de l'appartenance à l'Union.

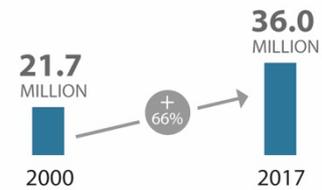
Protection individuelle

1. Protection des travailleurs

Dès lors que les citoyens ont le droit de travailler dans différents États membres tout au long de leur vie, leurs droits en matière de sécurité sociale doivent être protégés par un système commun. L'Union ne peut pas intervenir dans le fonctionnement des régimes nationaux de sécurité sociale, mais elle **veille à ce que les ressortissants d'autres pays de l'Union et l'exportabilité des prestations ne fassent pas l'objet de discriminations.**

La législation européenne a instauré des normes minimales en matière de travail. Ainsi, l'Union a établi des **normes communes de protection des travailleurs** avec la directive 2003/88/CE sur le temps de travail, qui prévoit une semaine de travail maximale de 48 heures, quatre semaines de congé annuel payé, le droit à des

JOBS DEPENDENT ON EU EXPORTS TO THE REST OF THE WORLD:



7.9 million people employed in foreign companies in the EU

14 million people worldwide employed in affiliates of EU companies

FOREIGN DIRECT INVESTMENT STOCKS 2017:



Sources: Sources (respectivement): Arto, I., Rueda-Cantuche, J. M., Cazcarro, I., Amoresk, A. F., Dietzenbacher, E., Román, M. V., et Kutlina-Dimitrova, Z., «[EU exports to the world: effects on employment](#)» [Exportations de l'UE à destination du monde: effets sur l'emploi], JRC113071, Bruxelles: Commission européenne, 2018. Cernat, L., «[TRADE FOR YOU TOO: Why is trade more important than you think?](#)» [Le commerce pour tous: pourquoi les échanges commerciaux sont plus importants que vous ne le croyez], Numéro 1, Commission européenne, 2019. Commission européenne, «[Trade > Policy > Accessing markets > Investment](#)» (consulté le 13 janvier 2020).

pauses pendant les heures de travail ainsi que des règles sur le travail de nuit. De la même manière, la directive-cadre européenne 83/391/CEE relative à la sécurité et à la santé au travail fixe des principes généraux concernant des normes minimales en matière de santé et de sécurité. Elle a constitué le fondement d'autres directives fixant des obligations minimales pour les salariés et les employeurs (par ex. protection contre l'exposition aux substances cancérigènes au travail).

2. Égalité entre les hommes et les femmes

L'égalité entre hommes et femmes et la lutte contre les discriminations fondées sur le genre sont des valeurs inscrites dans les traités⁹. Même si des progrès restent nécessaires, la réglementation européenne a fait des avancées importantes dans la bonne direction au cours des dernières décennies. Par exemple:

- La directive 79/7/CEE du Conseil prévoit l'égalité de traitement des hommes et des femmes en matière de sécurité sociale, y compris en cas d'invalidité, de maladie, de chômage et de vieillesse.
- La directive 92/85/CEE du Conseil prévoit des mesures visant à améliorer la santé et la sécurité des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail.
- La directive 2004/113/CEE du Conseil prévoit l'égalité de traitement des hommes et des femmes en matière d'accès aux biens et services (par exemple, les frais liés à la grossesse ne devraient pas être pris en compte dans le calcul des primes d'assurance).
- La directive 2006/54/CE garantit l'égalité de traitement dans l'accès à l'emploi, l'accès aux promotions professionnelles et les conditions de travail. Elle consacre également le principe d'un salaire égal pour un travail égal.
- La directive 2010/18/UE instaure une période minimale de congé parental de quatre mois.

3. Protection des consommateurs

La législation européenne définit les droits des consommateurs, des normes applicables aux produits et à l'information ainsi que des processus de gestion des risques. **Vu le caractère transfrontière de l'économie, il est de la plus haute importance d'assurer l'uniformité de ces droits et de ces règles dans toute l'Union** afin d'éviter les zones grises créées par la diversité des réglementations nationales. Parmi les

Encadré 1. Sécurité des aliments et des produits

Les systèmes européens de partage d'informations, de suivi des produits et d'alerte sont primordiaux pour sortir du marché les aliments et produits dangereux.

- Le système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) assure un partage rapide des informations concernant les risques et dangers pour la sécurité des aliments avec tous les pays.
- Le système expert de contrôle des échanges TRACES est un programme de l'Union qui suit tous les mouvements de plantes, de graines, de denrées alimentaires et d'animaux (y compris importés) dans l'ensemble du marché unique, ce qui facilite les alertes de sécurité.
- Le système d'alerte rapide pour les produits non alimentaires est informé par ses utilisateurs des dangers sanitaires causés par des produits, et partage à son tour l'information.



Sources: Union européenne, «[RASFF Annual Report 2018](#)» [Rapport annuel 2018 du RASFF], 2019; Commission européenne, «[Safety Gate: just a click to keep away from dangerous products](#)» [«Safety Gate»: d'un simple clic, écartez les produits dangereux], 2016.

avantages que présente la protection des consommateurs au niveau de l'Union, on peut citer les points présentés ci-dessous.

- Les passagers de différents modes de transport possèdent des droits relatifs à l'information en temps réel et à l'indemnisation en cas d'annulations ou de retards.
- Les consommateurs ont toujours le droit de renvoyer un achat en ligne dans un délai de 14 jours et d'obtenir un remboursement.
- Il est interdit de facturer aux citoyens des frais d'itinérance pour les appels passés, les SMS envoyés et les données utilisées lorsqu'ils se trouvent dans d'autres États membres.

Fixation de normes

Les normes définissent des exigences techniques applicables aux produits et services. En Europe, trois organismes de normalisation peuvent ratifier une norme européenne en réunissant les parties prenantes concernées. Le terme «norme» peut également désigner des règles et des législations qui fixent des exigences techniques essentielles pour les entreprises exerçant des activités sur le marché unique. **Le remplacement de normes nationales multiples (et susceptibles d'être incompatibles) par une norme commune produit sans aucun doute des effets favorables.** L'adoption de la norme commune permet aux entreprises de l'Union d'accéder plus facilement à un marché plus grand. On estime que les normes ont contribué au taux de croissance du PIB (par ex. 0,8 % du PIB français entre 1950 et 2007, 0,9 % du PIB allemand entre 1960 et 1996)¹⁰.

Les normes européennes possèdent également une dimension internationale. Une norme largement appliquée au sein de l'Union, en particulier dans des secteurs ouverts aux échanges et aux acteurs internationaux, est susceptible d'être adoptée par des tiers et de devenir une norme mondiale. En pareil cas, les entreprises de l'Union en tirent un avantage concurrentiel important, puisqu'elles respectent et maîtrisent cette norme dès le départ.

Encadré 2. La protection des données, en passe de devenir une norme mondiale

Le règlement général sur la protection des données (RGPD) renforce et protège les droits des utilisateurs sur leurs propres données et améliore le respect des lois en pénalisant les acteurs qui ne respectent pas les normes établies. Le RGPD illustre la manière dont la réglementation européenne donne naissance, dans la pratique, à une norme. Il possède une dimension internationale importante puisqu'il s'applique à toutes les situations impliquant un citoyen de l'Union. Malgré les coûts de conformité importants liés à ce règlement et le débat persistant sur les possibilités d'améliorer son rapport coût-efficacité, il pourrait devenir le modèle d'une harmonisation mondiale dans le domaine de la protection des données. Cela donnerait un avantage concurrentiel clair aux travailleurs de l'Union et aux entreprises qui le respectent déjà. Le Brésil, la Californie et l'Australie étudient déjà des moyens d'aligner leurs propres législations en matière de protection des données sur le RGPD.

Libre circulation

La libre circulation offre une liberté fondamentale dans le choix d'un lieu d'installation, ce qui a une valeur en soi, outre les avantages économiques. Outre les économies que permet l'exemption de visa, la libre circulation des travailleurs et des étudiants présente des avantages sur le plan du **renforcement du capital humain, des échanges et de la diffusion de connaissances et d'informations et de la création de réseaux transfrontière**. Afin d'illustrer l'ampleur de la mobilité des étudiants et de fournir un indicateur non monétaire des avantages connexes, le tableau 1 montre le nombre de participants à Erasmus+ dans certains États membres¹¹. Compte tenu des effectifs de la population, il apparaît que certains pays

présentent une proportion plus élevée d'étudiants en programme d'échange, et en tirent par conséquent des avantages.

Tableau 1. Flux d'étudiants de l'enseignement supérieur dans Erasmus+ (appel de 2016)

	Sortants	Entrants	Participants à Erasmus en % de la population nationale
France	43 905	28 722	0,108 %
Allemagne	40 959	34 497	0,091 %
Italie	35 666	26 294	0,103 %
Pologne	15 453	16 908	0,085 %
Roumanie	7 202	3 541	0,055 %
Grèce	5 259	4 688	0,093 %

La troisième colonne montre la proportion des étudiants Erasmus entrants et sortants en pourcentage de la population nationale.

Encadré 3. Reconnaissance mutuelle des qualifications universitaires

L'Union a fortement facilité la mobilité des travailleurs et des étudiants en garantissant la reconnaissance mutuelle des diplômes universitaires des différents États membres par les universités et les employeurs. Cette reconnaissance a été rendue possible par le processus de Bologne, qui a harmonisé la structure de l'enseignement supérieur et instauré le système européen de transfert et d'accumulation de crédits.

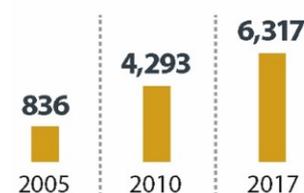
Sources: Calculs des auteurs sur la base de données de la Commission européenne, «[Erasmus+ annual report 2017: Statistical annex](#)» [Rapport annuel 2017 sur Erasmus+: annexe statistique], Bruxelles, 2019, p. 32; Eurostat, «[Population au 1^{er} janvier: tps00001](#)» (version en anglais consultée le 13 janvier 2020).

La médaille de la libre circulation a toutefois aussi son revers. D'un côté, elle met à la portée des pays la main-d'œuvre dont ils ont besoin et permet aux travailleurs de choisir où ils souhaitent s'installer. De l'autre, elle peut provoquer une «fuite des cerveaux», phénomène qui voit les travailleurs qualifiés, souvent jeunes, quitter les régions moins dynamiques offrant moins de possibilités d'emploi et des salaires moindres. À l'inverse, les régions les plus dynamiques, souvent situées dans les pays contributeurs nets, peuvent attirer une main-d'œuvre supplémentaire.

Sécurité

Les **menaces transnationales** (par ex. terrorisme, crime organisé, traite des êtres humains, trafic d'armes et de stupéfiants, blanchiment de capitaux) **nécessitent une collaboration intracommunautaire** et ont poussé l'Union à élaborer des mesures et des règles communes. L'article 83 du traité FUE permet au Parlement européen et au Conseil d'«établir des règles minimales relatives à la définition des infractions pénales et des sanctions dans des domaines de criminalité particulièrement grave revêtant une dimension transfrontière»¹², et notamment dans les domaines susmentionnés. Cette base juridique a par exemple été utilisée dans la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil relative à la lutte contre le terrorisme.

EXECUTED EUROPEAN ARREST WARRANTS



Source: Portail européen e-Justice, «[European Arrest Warrant](#)» (version en anglais consultée le 13 janvier 2020).

Le mandat d'arrêt européen (**European arrest warrant**), qui permet à un État membre de lancer un mandat d'arrêt valide dans toute l'Union, est un exemple important de valeur ajoutée européenne (VAE) en matière de sécurité intérieure. De ce fait, les États membres ne peuvent pas refuser de se livrer leurs ressortissants mutuels. Cet outil est nécessaire dans une zone sans frontières au sein de laquelle les criminels peuvent facilement passer dans un autre pays. De même, l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des

services répressifs (Europol) fournit un appui opérationnel, des analyses et de l'expertise aux États membres et assure l'échange d'informations et de données correctes. Ces services revêtent une importance vitale pour combattre la criminalité transfrontière.

Un «pouvoir de convaincre (*soft power*)» international

Le pouvoir de marché important de l'Union lui permet d'exercer un pouvoir d'influence considérable sur la scène internationale. Par exemple, l'Union a intégré des chapitres sur le commerce et le développement durable dans les ALE qu'elle a conclus avec la Corée du Sud, le Canada et le Japon. Ces chapitres prévoient des obligations contraignantes en matière de droits du travail et de protection de l'environnement inscrites dans les conventions internationales (par ex. les convention de l'Organisation internationale du travail). En outre, les mesures économiques coercitives (par ex. les sanctions à l'encontre d'un pays tiers) ont plus de poids et sont plus efficaces lorsqu'elles sont adoptées par l'ensemble de l'Union plutôt que par quelques États membres.

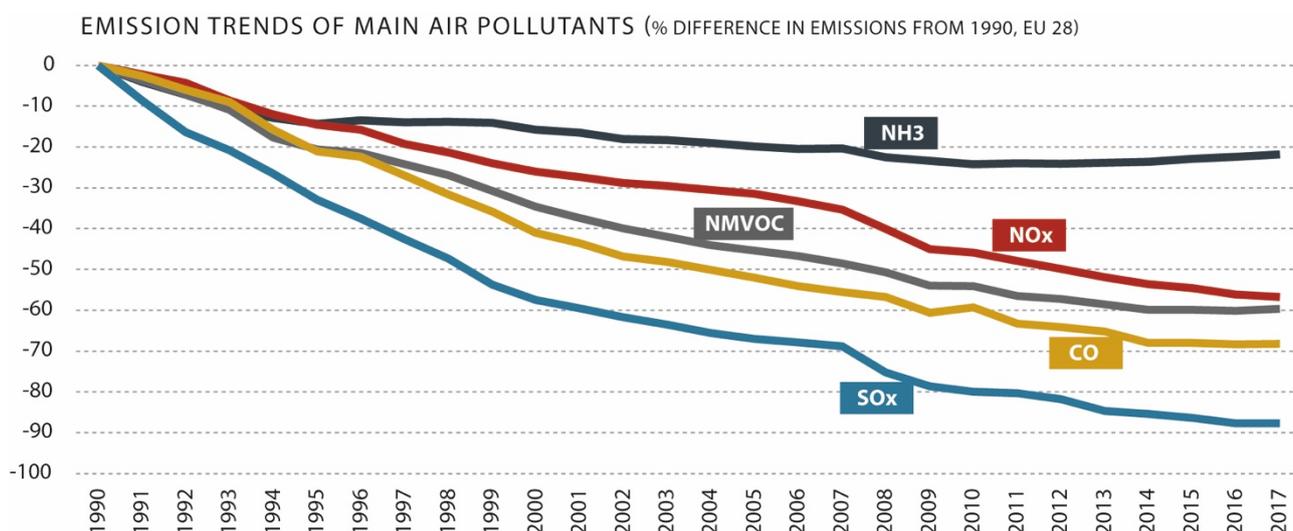
L'intervention du cadre et des institutions de l'Union dans les questions internationales a abouti à la conclusion d'accords qui auraient été plus difficiles à signer si les États membres avaient agi seuls. C'est le cas par exemple du plan d'action global commun (PAGC ou «accord sur le nucléaire iranien»), dans le cadre duquel le pouvoir fédérateur et la contribution directe des organes de l'Union ont soutenu les trois États membres directement concernés. Indépendamment des difficultés récentes de mise en œuvre, l'adoption même du JCPOA s'explique par l'action et par la persévérance de l'Union, en concertation étroite avec d'autres partenaires. De même, **l'accord de Paris illustre la manière dont les États membres profitent de l'intervention des institutions de l'Union et de la diplomatie climatique pour réaliser des objectifs communs au niveau mondial.**

Le «pouvoir du groupe» permet aux pays de l'Union de réaliser leurs objectifs respectifs. Le pouvoir de négociation élevé de l'Irlande face au Royaume-Uni, qui s'explique par le soutien de l'Union, l'a encore démontré lors des négociations sur le Brexit.

Protection de l'environnement

La protection de l'environnement est un domaine d'action dont le caractère transfrontière rend évidents les avantages d'une action commune par l'Union. **La pollution de l'air et de l'eau ne s'arrête pas aux frontières, de sorte que des normes harmonisées et des règles communes profitent à tous les acteurs** et permettent d'éviter que certains n'en bénéficient sans contribuer. Les directives de l'Union relatives à la pollution atmosphérique remontent à il y a plusieurs décennies: La directive 88/609/CEE du Conseil fixe des limites d'émissions de dioxyde de soufre et d'oxydes d'azote. Comme l'illustre la figure 2, les émissions de ces substances et d'autres polluants majeurs ont considérablement diminué depuis 1990. **Les États membres qui ne respectent pas les limites de pollution s'exposent à des procédures d'infraction et peuvent faire l'objet de poursuites judiciaires par la Cour de justice**, qui peuvent aboutir à des sanctions financières. La Cour a récemment jugé que la «France a dépassé de manière systématique et persistante la valeur limite annuelle pour le dioxyde d'azote depuis le 1^{er} janvier 2010»¹³. Les progrès technologiques facilitent la transition vers des pratiques plus propres, mais l'incitation créée par les limites légales d'émissions revêt une importance significative. Comme en atteste l'existence de procédures d'infraction, les États membres n'auraient peut-être pas réduit drastiquement leurs émissions de substances polluantes en l'absence de limites légales européennes. De la même manière, la réglementation européenne crée une incitation puissante pour les pays qui souhaitent adhérer à l'Union pour améliorer la qualité de l'air et renforcer leurs institutions chargées de l'environnement, et apporte à ces pays une aide financière à ces fins.

Figure 2. Amélioration de la qualité de l'air dans l'Union,



Tendances des émissions des principaux polluants de l'air (% différence par rapport émission 1990, UE 28)

Source: Agence européenne pour l'environnement, «[Air pollutant emissions data viewer \(Gothenburg Protocol, LRTAP Convention\) 1990-2017](#)» [Visionneuse de données relatives aux émissions de polluants atmosphériques (Protocole de Göteborg, convention sur la PATLD) 1990-2017] (consultée le 13 janvier 2020).

Paix

Le fait que des ennemis de longue date tels que l'Allemagne et la France, au passé marqué par des guerres bilatérales, ont appris à devenir des partenaires proches et étroitement liés et à mener des politiques communes au sein des structures institutionnelles des Communautés européennes et de l'Union est une réalité historique. Il ne fait par conséquent aucun doute que l'Union, aux côtés d'autres organisations supranationales promouvant la paix et la sécurité (à savoir l'OTAN, l'ONU, le Conseil de l'Europe), est l'un des grands artisans de la paix qui règne dans une très large mesure sur le continent européen depuis 1945. Outre la paix, l'Union a permis à ses citoyens de se familiariser avec des cultures différentes et de surmonter leurs préjugés sur un plan plus personnel. **La valeur de la paix en Europe est impossible à quantifier en termes monétaires, mais elle reste clairement d'une importance primordiale.**

Encadré 4. L'accord du Vendredi Saint (1998)

L'Union a facilité la coopération et le développement des deux côtés de la frontière nord-irlandaise. L'appartenance à l'Union a créé les conditions nécessaires à la création et à la mise en œuvre d'une frontière ouverte en Irlande. Premièrement, le marché unique a mis fin en pratique aux contrôles à la frontière. Deuxièmement, les dirigeants britanniques et irlandais se sont rencontrés d'égal à égal au sein du cadre intergouvernemental de l'Union, ce qui a favorisé la confiance. Troisièmement, l'Union a fortement investi dans les infrastructures et la coopération transfrontalières.

Source: Phinnemore, D., et Hayward K., «[UK Withdrawal \('Brexit'\) and the Good Friday Agreement](#)» [Sortie du Royaume-Uni («Brexit») et accord du Vendredi Saint], PE 596.826, Bruxelles: Parlement européen, 2017.

C'est pour ces raisons et d'autres encore que l'Union européenne a remporté le prix Nobel de la paix en 2012.

«Depuis plus de soixante ans, l'Union et ses précurseurs ont contribué à faire progresser la paix et la réconciliation, la démocratie et les droits de l'homme en Europe. [...] Une guerre entre l'Allemagne et la France est aujourd'hui impensable. [...] La fracture entre Est et Ouest a été résorbée dans une large mesure; la démocratie a été renforcée; de nombreux conflits nationaux fondés sur des différences ethniques ont été réglés. [...] Le rôle stabilisateur joué par l'Union européenne a contribué à transformer la plus grande partie du continent européen, marqué par la guerre, en un continent de paix.»

– Le Comité Nobel norvégien¹⁴

Démocratie et état de droit

Le cadre de l'Union et ses organes viennent renforcer le système de contre-pouvoirs par rapport aux gouvernements nationaux en ce qui concerne les valeurs et les normes démocratiques libérales. **En cas de lacunes au niveau national, l'Union assure aux citoyens une protection supplémentaire de leurs droits.** L'article 7 du traité FUE, notamment, prévoit des mécanismes européens pour faire face aux violations par les États membres des valeurs de l'Union, notamment la démocratie, l'état de droit et les droits de l'homme. Ce processus peut aboutir à la suspension des droits que l'appartenance à l'Union confère à un pays, y compris ses droits de vote. Toutefois, étant donné que cette décision est prise à l'unanimité au Conseil européen, la procédure est notoirement incapable de sanctionner plus d'un État membre.

La perspective de l'adhésion à l'Union est un encouragement considérable à mettre en œuvre des réformes. Pour respecter les conditions d'adhésion, les pays candidats doivent être dotés d'institutions démocratiques et respecter l'état de droit et les droits de l'homme. Dans la Grèce, le Portugal et l'Espagne de l'époque post-dictatoriale, la perspective de l'adhésion à l'Union a été un moteur puissant de renforcement des institutions démocratiques. Aujourd'hui, les réformes démocratiques et le respect de l'état de droit dans les Balkans occidentaux sont guidés par les critères de préadhésion et le soutien de l'Union. Si les incitations sont très puissantes pour les candidats, elles peuvent perdre de leur efficacité une fois que les pays concernés ont adhéré à l'Union.

Même si l'actualité récente de certains États membres témoigne des limites de l'appareil européen de protection de la démocratie et de l'état de droit, on peut supposer que la situation de la démocratie dans ces pays serait encore pire s'ils ne faisaient pas partie de l'Union.

Conclusion

Le présent briefing établit une liste non exhaustive des façons dont l'appartenance à l'Union procure des avantages aux États membres, en particulier dans les domaines d'action où une action isolée ne donnerait pas des résultats optimaux. Les soldes budgétaires nets tels que les SBO font entièrement abstraction de ces avantages. **Du point de vue extrêmement restrictif des soldes budgétaires opérationnels, le seul avantage qu'apporte l'appartenance à l'Union est la redirection de fonds vers un État membre.** Cet indicateur ne peut donner autre chose qu'une caricature faussée de la véritable analyse coûts-avantages de l'appartenance à l'Union. Étant donné que les négociations relatives au prochain cadre financier pluriannuel accordent un poids considérable à cet indicateur médiocre (celui des soldes budgétaires opérationnels), les décisions qui en découleront seront contraires aux intérêts des citoyens européens et négligeront les domaines d'action qui se voient habituellement accorder très peu de dépenses communes alors qu'ils sont largement susceptibles de créer une valeur ajoutée européenne.

-
- ¹ Zuleeg, Fabian (2009), «[The Rationale for EU Action: What are European Public Goods?](#)» [La raison d'être de l'action de l'Union européenne: que sont les biens publics européens?], Bureau des conseillers de politique européenne.
- ² Cecchini, P., Catinat, M., et Jacquemin, A. *The European Challenge, 1992: The benefits of a Single Market* [Le défi européen, 1992: les avantages d'un marché unique], Surrey: Gower Publishing, 1988.
- ³ Mayer, T., Vicard, V., et Zignago, S., «[The Cost of Non-Europe, Revisited](#)» [Les coûts de la non-Europe révisités], Paris: Centre d'études prospectives et d'informations internationales, 2018.
- ⁴ Les auteurs utilisent un modèle dit de «gravité», qui part de l'hypothèse que les volumes d'échanges augmentent en proportion de la taille des pays exportateurs et importateurs, et diminuent à mesure que la distance séparant les pays s'accroît. Mion et Ponattu prennent pour point de départ un scénario contrefactuel caractérisé par la suppression du marché unique, et calculent l'effet dynamisant du marché unique sur la base de plusieurs variables: la productivité, la prospérité (revenus) et les marges commerciales. Mion, G., et Ponattu, D., «[Estimating economic benefits of the Single Market for European countries and regions](#)» [Estimation des avantages économiques du marché unique pour les pays et les régions européens], Bertelsmann Stiftung, 2019.
- ⁵ Le modèle utilisé par les auteurs est le modèle «QUEST», le modèle macroéconomique mondial élaboré pour l'analyse des politiques et la recherche en macroéconomie. Mayer, Vicard et Zignago utilisent un modèle de gravité qui aboutit à des estimations plus conservatrices des pertes de PIB provoquées par la suppression du marché unique. Les pertes qu'ils estiment pour l'UE-28 varient entre 4,4 % et 5,5 %. Voir Mayer, Vicard et Zignago, op.cit.
- ⁶ Commission européenne, «[Trade: EU-Singapore agreement to enter into force on 21 November 2019](#)» [Commerce: L'accord conclu entre l'UE et Singapour entrera en vigueur le 21 novembre 2019], 8 novembre 2019 (2019a).
- ⁷ Commission européenne, «[Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur la mise en œuvre des accords de libre-échange: 1^{er} janvier 2018 - 31 décembre 2018](#)», 2019 (2019b).
- ⁸ Arto, I., Rueda-Cantuche, J. M., Cazcarro, I., Amoresk, A. F., Dietzenbacher, E., Román, M. V., et Kutlina-Dimitrova, Z., «[EU exports to the world: effects on employment](#)» [Exportations de l'UE à destination du monde: effets sur l'emploi], JRC113071, Bruxelles: Commission européenne, 2018.
- ⁹ L'article 19 du traité FUE permet d'adopter une législation de lutte contre les discriminations dans de nombreux domaines, y compris sur la base du sexe. L'égalité de rémunération est inscrite à l'article 157 du traité FUE.
- ¹⁰ Blind, K., Jungmittag, A., et Mangelsdorf, A., «[The Economic Benefits of Standardization: An update of the study carried out by DIN in 2000](#)» [Les avantages économiques de la normalisation: mise à jour de l'étude réalisée par le DIN en 2000], Berlin: Institut allemand de normalisation (DIN), 2011.
- ¹¹ Le choix des États membres reflète les instructions données dans le cahier de charges du présent briefing.
- ¹² Union européenne (2012), «[Version consolidée du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne](#)», article 83, paragraphe 1, p. 80.
- ¹³ Cour de justice de l'Union européenne, «[Communiqué de presse n° 132/19](#)», 24 octobre 2019, p. 1.
- ¹⁴ Le Comité Nobel norvégien, «[The Nobel Peace Prize for 2012](#)», 12 octobre 2012.

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur. Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. Reproduction et traduction autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. © Union européenne, 2020

Administrateur responsable: Alexandre MATHIS

Contact: Poldep-Budg@ep.europa.eu

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html